

18 FÉVRIER 2003

CORTE ET SAN GIULIANO, LES COULEURS VIVES DE LA CORSE

rédigé par Jean-Claude Flamant

Edité par la Mission Agrobiosciences. La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



La démarche de prospective « INRA 2020 »

Entre septembre 2001 et avril 2003, Bertrand Hervieu, Président de l'INRA a conduit une série de débats dans les régions afin d'identifier les grandes questions qui entourent l'avenir de la recherche agronomique, débats auxquels ont participé une grande diversité de partenaires de l'INRA ainsi que le personnel de l'Institut.

Les « Chroniques » rédigées à cette occasion par Jean-Claude Flamant (Mission Agrobiosciences), sous sa responsabilité, plantent le décor, l'ambiance et l'état d'esprit de ces débats, en restituent la substance et formulent les premières analyses prospectives. On y sonde les liens entre les orientations de l'Institut et les enjeux majeurs de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement. On y discute de la place des Régions à l'échelle de l'Europe en partenariat avec les grands organismes de recherche et les Universités. On y entend les préoccupations des chercheurs, les jeunes comme les seniors, sur la démarche, les difficultés et les passions du métier de chercheur.

Alors que le futur de la recherche scientifique - son financement, son organisation, ses orientations – est actuellement discuté à l'échelle nationale, ces « Chroniques » témoignent d'une attitude soucieuse d'éclairer ce que pourrait être à l'horizon de vingt ans la fonction de la recherche scientifique dans la société et sa place dans les territoires.

Le Rapport de prospective publié par l'INRA (« *INRA 2020 – Alimentation, Agriculture, Environnement : une prospective pour la recherche* »). comprend trois Parties.

- la Première Partie (« *Au risque du débat : paroles d'acteurs* ») met en scène dans un débat en Cinq Actes les matériaux des « Chroniques » ainsi que le contenu de dix rencontres internes mobilisant le personnel de l'INRA
- la Deuxième Partie (« *Des Scénarios pour l'INRA à l'horizon 2020* ») a été réalisée dans le cadre d'un groupe de travail sous la direction d'Hugues de Jouvenel (Futuribles International). Les éléments ayant servi à l'élaboration de ces Scénarios a fait l'objet d'une publication spécifique dans la Série « Travaux et Recherches en Prospective », coéditée par l'INRA et Futuribles International (n°19, janvier 2004), 259 pages, 20€ Commande sur www.futuribles.com
- dans la Troisième Partie (« *Enseignements, convictions et ambition : de la prospective à la stratégie* »), Bertrand Hervieu formule les enseignements à tirer de ces éclairages sur les futurs possibles et en déduit « un projet et une ambition pour la recherche agronomique publique ».

Les trois Parties du Rapport sont téléchargeables sur le site Web de l'INRA : voir www.inra.fr actualités)

Liste des Chroniques des débats « INRA 2020 »

Angers : « *Des voix pour une agriculture durable* » (7 septembre 2001)
Antibes : « *Les roses et leurs épines* » (11 octobre 2002)
Bordeaux : « *Les grands chantiers* » (22 novembre 2002)
Clermont-Ferrand - Theix : « *Le futur prend la parole* » (8 mars 2002)
Corte et San Giuliano : « *Les couleurs vives de la Corse* » (18 février 2003)
Dijon : « *A la recherche du Centre perdu* » (27 septembre 2002)
Lille Mons : « *Y-a-t-il encore un INRA au bout du champ ?* » (13 décembre 2002)
Lyon : « *Les ombres et les lumières de Rhône-Alpes* » (12 septembre 2002)
Montpellier : « *Où est l'INRA ?* » (26 octobre 2001)
Nancy : « *A la recherche du futur dans la forêt lorraine* » (29 mars 2002)
Nantes : « *Le doute des bio polymères* » (13 mars 2002)
Orléans : « *Ville tranquille, recherche rassurante* » (12 octobre 2001)
Paris : « *En appui à tous les Inras de demain !* » (16 janvier 2003)
Rennes : « *Les 24 heures de Rennes* » (12 mars 2003)
Toulouse : « *Voir en rose les futurs de l'INRA* » (14 novembre 2003)
Tours Nouzilly : « *En écoute de la société* » (14 mai 2003)
Versailles : « *Dans le potager du Roi* » (6 décembre 2002)

Corte et San Giuliano

Les couleurs vives de la Corse

18 février 2003

Traversées

J'ai rejoint Bastia Poretta ce soir en 3 heures seulement depuis Toulouse. Ainsi, on peut désormais faire un aller-retour en 24 heures et avoir une journée de travail complète en Corse. Or, jusqu'au début des années 90, il me fallait quasiment toute une journée pour l'aller et une autre pour le retour ! Le train dans la matinée jusqu'à Marseille, puis l'avion en fin d'après-midi. Ou l'avion jusqu'à Nice. De toute manière, les correspondances n'étaient pas assurées entre l'arrivée depuis Toulouse et le départ vers Bastia ou Ajaccio, et il fallait concéder de longues heures d'attente à l'aéroport, soit à Marseille soit à Nice.

Ce soir, je me retrouve de nouveau en Corse... Et je réalise que plus les années passent plus j'ai le sentiment de me retrouver comme chez moi. « Chez moi » est probablement abusif. Il serait plus juste de dire que je me retrouve en une région qui est parmi celles qui me sont les plus familières à l'INRA.

Une table de bar dans un coin de l'aérogare pour attendre l'arrivée de l'avion de Paris... comme habituellement en retard ! J'ai une petite heure pour rassembler mes évocations corses. Mais est-ce vraiment le lieu de cette chronique d'évoquer ce que représente pour moi l'INRA en Corse ? Il me faudrait au moins l'espace offert par un ou deux chapitres d'un livre, celui que j'écrirai peut-être un jour ! Difficile donc de concentrer ces impressions en deux ou trois paragraphes seulement de cette chronique. D'ailleurs, la Corse se prête-t-elle vraiment aux esquisses impressionnistes ? Tout ici est fait de contrastes marqués. Les traits des paysages, comme l'expression des hommes, comme le cours de l'histoire de ce pays, s'imposent avec force ! A une époque où la Corse ne faisait pas encore l'actualité, mais alors que j'avais déjà parcouru nombre de territoires méditerranéens, il m'était apparu que c'était dans ce périmètre que se trouvaient rassemblés les paysages les plus saisissants de beauté de cette région du monde. Les plus typés aussi tant par le relief que par la végétation et les productions agricoles, les élevages de brebis et de chèvres.

Mon premier contact fut provoqué par Jacques Poly. En février 68 – c'était il y a exactement 35 ans, presque jour pour jour ! - il m'envoie auprès du directeur de la SOMIVAC, un de ses anciens collègues du cabinet d'Edgar Faure, afin de proposer les lignes d'un programme d'actions sur l'élevage et la sélection des brebis corses. A l'arrivée à Bastia, ce fut pour moi le choc esthétique de la vision de la plaine orientale : les vergers de clémentines, la crête enneigée de la ligne brune des montagnes, le bleu pur du ciel, l'air immobile et froid sous le soleil ! Premier contact avec l'INRA à San Giuliano, avec les essais d'introduction de variétés d'avocats résistantes au gel. Première observation des brebis locales, fort différentes de mes Lacaune familières, singulières par leur très petite taille (tout juste 25 kilos me dit-on !), leur longue toison « filasse », la diversité de leurs couleurs et panachures, leur mobilité dans les pâturages.

Quelques années passent... et voici maintenant les actions de recherche financées par la DGRST sur les formations pastorales et sur les incendies... sans que pourtant les zootechniciens aient à cette occasion leur mot à dire : ce sont les bergers qui sont à l'origine des feux qui menacent le « maquis climax ». Je suis appelé en consultation par Pierre Grison, alors Président du Comité « *Equilibres et Luttés Biologiques* » de la DGST. Il me demande de m'intéresser à la Corse car il a appris que j'étais probablement le seul chercheur zootechnicien de l'INRA à avoir vu une brebis corse (deux jours seulement ont suffi à me faire cette réputation !). Il vient me voir pour cela à Toulouse : il en repart totalement convaincu qu'il est absolument indispensable que son Comité m'apporte une aide décisive pour m'aider à développer et à animer des travaux pluridisciplinaires sur l'élevage... sur les plateaux des Causses au domaine de La Fage ! Puis, c'est la tentative de l'équipe de Jean-Pierre Deffontaines, tiré par François de Casabianca (avec lui mon histoire commune remonte à l'Agro et à Madagascar), pour obtenir une meilleure compréhension de la logique des éleveurs dans les pièves de la Castagniccia. En accompagnement, je réalise des coups de sonde rapides mais fructueux sur la connaissance du Porc Corse, de ses charcuteries et de ses éleveurs, en entraînant Maurice Molénat dans cette aventure. Ces séjours me révèlent l'immense richesse génétique de cet isolat méditerranéen qu'est la Corse, un paradis de biodiversité dont je découvre qu'il concerne aussi les populations de truites, les châtaigniers, la vigne et probablement d'autres ligneux.

Je me souviens d'un petit déjeuner au mois de juillet, sur la terrasse d'un hôtel dans le Niolo, un balcon face au lac de retenue de Calacuccia, en amont des vertigineuses gorges de la Scala di Santa Regina. Pierre Grison, au 3^{ème} jour d'une tournée de visites dans les pâturages et les troupeaux, ne voulait pas me lâcher et me laisser retourner à Toulouse sans que je lui livre mon analyse et mes propositions pour la suite. Mon choix fut qu'il fallait que l'INRA investisse en Corse en matière de recherches sur l'élevage et qu'il fallait s'installer pour ce faire à Corte plutôt qu'à San Giuliano, pour des raisons à la fois thématiques et symboliques. Il fallait marquer que l'INRA devait s'investir dans l'économie et le développement de la montagne intérieure, en rupture avec l'option des années 50-60 qui avait consisté essentiellement à accompagner l'implantation des rapatriés du Maroc et d'Algérie après les indépendances (1953 et 1962), sur la plaine orientale, ce qui avait mis en cause l'usage de certains terrains de transhumance hivernale des troupeaux depuis les villages de montagne. Et à Corte, parce que dans la perspective de nouer des liens avec la future Université dont on parlait déjà alors.

Quelque temps après, Raymond Février me demande d'élaborer un projet d'implantation de recherches sur le thème de la diversité génétique en lien avec un développement original de l'agriculture en Corse. Il est alors Directeur Général de l'INRA mais il a aussi été nommé par Alice Saunié-Saïté (alors Ministre des Universités), Président de l'Université de Corte, inexistante autrement qu'en intention ! Giscard d'Estaing voulait alors faire l'annonce de « 100 mesures pour la Corse ». Je mets noir sur blanc l'idée que Pierre Grison a extirpée de ma tête lors de ce petit déjeuner dans le Niolo. Jacques Poly, devenu directeur général de l'INRA en 1978, après m'avoir expliqué que mon projet était impossible à réaliser, fait l'option courant 79 d'un investissement zootechnique de l'INRA en Corse, avec implantation... à Corte auprès de l'Université. Son idée, et aussi celle de Raymond Février, est de m'en confier la responsabilité, ce que je refuse : si je quittais Toulouse, ce n'était pas pour aller en Corse, la famille ne suivrait pas !

Enfin c'est François Vallerand¹, sans charge familiale à cette époque et intéressé par la perspective d'un recyclage atypique au sein de l'INRA, qui accepte le défi de créer ce que Jacques Poly nomme le Laboratoire de Recherches sur le Développement de l'Élevage (LRDE). Cette création rendait possible de recruter quelques-uns des étudiants Corses que François de Casabianca et moi-même avions repérés depuis 2 ou 3 ans dans les Universités et Ecoles, dont, pour ma part tout particulièrement François Casabianca à l'ENSA de Toulouse : il était venu un jour me demander de le prendre pour faire un stage sur l'élevage des ovins dans la région de Roquefort et il était reparti à sa grande surprise je crois, avec un accord pour un stage en Corse... consistant à faire une première reconnaissance de la population de porcs locaux. L'idée de fond à l'origine de l'implantation à Corte et auprès de l'Université était en effet qu'il fallait à la fois s'intéresser aux singularités de l'agriculture et des territoires ruraux de l'intérieur de l'île, et aussi y développer des thèmes de recherche et de formation ayant une valeur exemplaire dans le monde méditerranéen : tout particulièrement à mes yeux, la variabilité génétique (on ne disait pas alors « biodiversité ») et le phénomène insulaire (les deux thèmes ayant des liens entre eux), ces thèmes étant analysés à la fois dans leurs dimensions biologiques et humaines.

La création du LRDE précédait de quelques mois seulement la création du Département SAD en discussion depuis deux ans : sa direction était confiée à Bertrand Vissac. Lors de mon premier contact avec Pierre Grison, celui-ci avait aussi voulu m'entraîner à participer au nouveau Comité DGRST en cours de création « Gestion des Ressources Naturelles » qu'il présidait, et je lui avais conseillé de rencontrer Bertrand Vissac, mon Chef de Département (alors Génétique Animale) pour lui en parler, argumentant l'éloignement parisien de Toulouse (il n'y avait pas alors une « navette » Air France chaque demi-heure), et anticipant peut-être aussi les objections possibles de la part de mon patron direct à Toulouse qui pouvait considérer à juste titre que je m'éloignais largement des thèmes de la génétique des petits ruminants. Le résultat avait été le « recrutement » de Bertrand Vissac comme membre du-dit Comité, aux côtés de Jean-Pierre Deffontaines. Ce Comité m'avait ensuite octroyé des moyens pour développer mes projets sur l'utilisation des parcours caussenards par les ovins, mais m'avait aussi passé commande d'un programme de recherches pluridisciplinaires sur l'élevage dans les Pyrénées Centrales. Les chercheurs recrutés dans le cadre de ces deux programmes allaient constituer le noyau de l'Unité de Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement au sein du nouveau Département SAD, dont l'assemblée générale constitutive était justement réunie à Toulouse en novembre 1979.

Voilà pour l'histoire et pour une genèse qui m'implique personnellement. Certains des jeunes stagiaires remarquables dès 1979 dirigent aujourd'hui ou ont dirigé le LRDE à la suite de François Vallerand.

* * * * *

¹ A la même période, j'avais retrouvé François Vallerand, recruté après moi à la Station de Génétique Quantitative et Appliquée de Jouy-en-Josas, et en difficulté au Cameroun après plusieurs années passées en coopération à l'École Agronomique de Yaoundé. En guise d'introduction au monde méditerranéen, il venait de m'aider à réaliser l'opération originale consistant à expédier en quelques heures d'avion seulement de la semence de béliers prélevée à Millau pour inséminer des brebis en Espagne (Zaragoza et Badajoz), Sardaigne et Grèce (Thessaloniki) dans le cadre d'une expérimentation coopérative entre cinq équipes de recherches.

Avec la Corse pour construire l'espace euro-méditerranéen

Conformément aux projets des années 70 que je viens d'évoquer, l'Université de Corte est maintenant installée dans les anciens locaux de la Légion Etrangère, et auprès d'elle le LRDE est abrité dans un bâtiment annexe au prix de quelques agrandissements.

Avec seulement une trentaine de personnes alignées sur cinq rangs de chaises, la petite salle de réunion du LRDE est pleine. Bertrand Hervieu préside la séance avec Dominique Agostini, Présidente du Centre INRA de Corse. A droite de Bertrand Hervieu, Jean Baggioni, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Corse (selon le statut particulier de la Région Corse), puis Eric Delzant, Préfet de Haute-Corse, et François Casabianca, Président adjoint du Centre INRA. A gauche de Dominique Agostini, Dominique Dubois, Préfet de la région Corse, puis Michel Dodet, et Pierre Santucci, actuel directeur du LRDE.

La Corse et ses paysages m'ont toujours marqué par la vivacité de leurs couleurs. La salle de réunion qui nous accueille pour le dernier débat INRA 2020 de la tournée des Centres, m'apparaît d'autant plus terne, avec son carrelage gris et ses murs ocre. Mais ceci ne met que plus en lumière le vert vif de la table qui fait office de tribune et celui de la porte d'entrée, le bleu des cravates de Jean Baggioni et de Dominique Dubois, et le bleu ciel du plafond de la salle et le rouge vif de la cravate choisie aujourd'hui par Bertrand Hervieu. Une grande baie vitrée s'ouvre à l'arrière de la salle vers les bâtiments de l'Université et derrière vers les montagnes aux sommets encore enneigés qui se détachent sur le ciel d'un bleu franc.

Depuis le dernier rang où je me suis placé en qualité d'écouteur chroniqueur, j'observe les invités qui font face à la table où s'alignent les personnalités : seulement deux femmes, des hommes en costume sombre, avec quelques blousons d'éleveurs, des cheveux noirs ou blancs, et aussi quelques crânes dégarnis !

9h53.

Bertrand Hervieu ouvre son exposé sur la stratégie 2001-2004 de l'INRA (un « classique » de ses ouvertures aux débats INRA 2020 !) avec une série d'évocations sur « *les quatre grandes périodes de l'histoire de l'INRA* », puis une illustration des « *trois grandes catégories de disciplines de l'INRA* » : sciences biologiques, sciences physiques, sciences humaines (une évolution par rapport aux discours précédents qui n'évoquaient que les sciences biologiques : il faut dire que le groupe de prospective présidé par Hugues de Jouvenel a pointé récemment que les activités de l'INRA s'appuient bien sur ces trois types de disciplines).

On continue avec les « *cinq fronts disciplinaires* »... avec notamment les sciences du vivant et la génomique. Cette partie de l'exposé de Bertrand Hervieu permet de suivre, dans la succession des débats depuis 18 mois, le feuilleton « Génoplante » (où l'on apprend aujourd'hui que Bayer a annoncé son retrait du consortium) et l'actualité d'« Agenae » avec le choix de s'investir sur deux espèces modèles, le porc et le bovin, avant de poursuivre demain sur les poissons et les oiseaux, ce qui marque, insiste Bertrand Hervieu que « *nous ne travaillons pas sur le seul modèle souris, et c'est pourquoi nous sommes enviés par les américains !* ».

Puis les sciences de l'environnement, pour « *revisiter l'école agronomique française* », les sciences des aliments... la bio-informatique pour « *stocker, classer, interpréter la quantité d'informations collectées par la biologie à haut débit* », et enfin les sciences sociales.

Bertrand Hervieu poursuit par « *Se mettre en situation de partenariat* ». Je ne rapporte pas ici le détail des « *Six grandes formes de partenariat* » qu'il énonce et commente. Elles sont largement évoquées dans les chroniques antérieures. Mais je me demande pourquoi à Corte, à la fin de la série des débats de Centre, il n'y en a que six, alors que partout ailleurs, Bertrand Hervieu en a présenté sept. L'un d'entre eux aurait-il manqué la traversée depuis le continent ?

Le partenariat international appelle en revanche une attention particulière ici en Corse, avec un développement important sur l'Espace Euro-Méditerranéen où l'INRA peut faire valoir ses couleurs :

« Un espace essentiel, un espace à construire, par nous, d'ici ! Et ceci sur la base de deux secteurs : le secteur de l'agriculture, de l'environnement et des politiques publiques, et le secteur de la recherche sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. »

« Lors de la Réunion de la Conférence sur la Recherche Agronomique Méditerranéenne qui s'est tenue au Caire récemment, a été abordée la question de la qualification des produits liés au régime alimentaire méditerranéen. Il s'agit de faire émerger la Méditerranée dans les débats de l'OMC. C'est l'affaire des cinq ans qui viennent : placer la Méditerranée dans le concert international et multilatéral des pays. Le Centre de Corse peut être pour l'INRA une base avancée dans cette stratégie. »

« L'enjeu est lourd. La partie n'est pas gagnée ! » commente Bertrand Hervieu

« Ainsi, ce qui se passe actuellement, ce sont de jeunes chercheurs ayant fait leur PhD aux USA et qui reviennent avec une vision strictement sanitaire des produits. Or l'école française est la seule ayant une définition des produits que ne soit pas que sanitaire. Nous avons une approche plus complexe de la problématique de ces aliments, à la fois territoriale et culturelle. »

Un petit signe de Dominique Agostini... que j'interprète d'abord comme : « *Attention, l'heure avance !* », mais qui signifie en fait : « *Nous sommes bien ici partie prenante de tels enjeux !* »

Alors Bertrand Hervieu poursuit sur « *les raisons d'un débat à l'horizon 2020 !* » :

« Dans les dix ans qui viennent, nous serons à l'INRA confrontés à trois problèmes radicaux : le départ à la retraite de 50% du personnel, les ruptures dans la façon de produire la science (encore un sujet intéressant, relatif à la manière de faire, systémique et complexe et pas uniquement sur l'intracellulaire »), le paysage de la recherche publique en Europe et en France. »

Puis s'adressant plus directement à ses côtés des deux autorités publiques de la Corse, le Président de l'exécutif régional et le Préfet de région, il insiste sur la question du partenariat avec les collectivités territoriales. (Voilà le septième partenariat qui manquait dans la première partie de l'exposé ! Ce n'était pas un oubli ! C'était en fait pour lui donner un éclairage spécifique, afin d'insister auprès de ses interlocuteurs sur cet aspect) :

« Le partenariat avec les collectivités territoriales est pour nous important en ce sens que celles-ci nous offrent des possibilités de liens avec les besoins de la société, et ceci dans le cadre d'une vision de la construction européenne. »

« L'enjeu qui nous est commun, c'est de parvenir à articuler les collectivités territoriales, un EPST national et l'Europe. Dans une compétition internationale et dans le mouvement de la mondialisation, la science est un élément fort... »

Et Bertrand Hervieu, qui ne perd pas le fil de ce sur quoi il veut mettre l'accent ici à Corte revient sur la question méditerranéenne :

« Et avec vous, nous construirons l'espace Euro-Méditerranéen ! »

10h30 – L'heure est très largement venue des questions de la salle. Silence... Un blanc...
Personne ne veut démarrer ?

Si ! Les partenaires agricoles de l'INRA interviennent successivement... précédant un long discours (30 minutes) de Jean Baggioni, à la suite de qui Bertrand Hervieu va reprendre les différentes questions évoquées, ce qui nous achemine aux mots de remerciements des personnalités présentes à la tribune. L'ordre a été respecté, ainsi que l'horaire sous le contrôle strict de Dominique Agostini.

Allons-y !

Antoine Guelfucci, Président de l'Association « I Chjassi » du Cortenais...

Une prise de parole avec une tonalité offensive et revendicative :

« J'entends une crise existentielle de l'INRA qui lance un appel aux acteurs locaux et aux institutions agricoles de Corse. C'est l'INRA qui questionne. Pourquoi et pour qui ? Je réponds : « pour la politique politicienne en Corse ! »

« D'accord pour une recherche en partenariat et non pas pour obtenir des lignes de crédits ! D'accord pour porter tous ensemble ce qu'on veut faire sur notre territoire ! Mais il n'y a plus d'acteurs ! »

« Les agriculteurs doivent vivre de leur production, ce qui ne se réalise pas. Alors que doit faire l'INRA ? »

Jean-Dominique Musso, Président de l'interprofession laitière ovine et caprine (ILOCC)

Une intervention également critique à propos du rôle de l'INRA en partenariat :

« En matière de certification, le partenariat avec l'INRA ce n'est plus sincère ! L'INRA doit-il définir à notre place l'avenir des agriculteurs ? »

Antoine Leschi, Président du Groupement de Producteurs de Bovins de Montagne (GPBM)

Une analyse qui se veut conciliante et compréhensive quant à la position difficile des chercheurs dans le contexte de la Corse :

« Nous mettons des espoirs dans l'implantation de l'INRA en Corse. Merci ! Même si nos visions sont différentes. En fait la situation est difficile pour les chercheurs : l'INRA a manqué de d'interlocuteurs pour engager un vrai partenariat et pour réaliser un appui technique approfondi aux professionnels, car ceux-ci ont agi d'abord dans le champ politicien. Les institutionnels ont de la difficulté à comprendre leur rôle dévolu auparavant à l'Etat. »

Marcel Cesari, administrateur de « Casgiu Casanu », association de producteurs de fromages fermiers

Un témoignage de partenariat avec l'INRA qui a été à l'origine d'une foire aux fromages en 1996 à partir de la volonté des éleveurs du secteur associatif :

« Je vais essayer d'être court pour laisser parler tout le monde ! »

Par expérience, une telle introduction signifie en général que l'exposé va être long : il va l'être en effet ! au total 10 minutes !

Un exposé d'où il ressort : l'histoire et le succès de la Foire aux fromages, la mise en évidence de plusieurs types de fromages « dont la diversité était inconnue en Corse », la constitution d'une association technique avec un jury de dégustation...

Pour en venir au partenariat avec l'INRA :

« Le partenariat avec l'INRA se réalise avec l'élaboration d'une charte des fromages fermiers en Corse et l'organisation d'un concours régional des fromages par type. »

Avec une demande :

« Allez-vous soutenir ce genre de démarche ? »

Avec l'intervention de M. Escaffre, DRAF de Corse, on aborde la question de la participation de l'INRA à la formation et à l'enseignement :

« Il existe en Corse deux lycées agricoles pour la formation des jeunes. Il faut amplifier le partenariat entre les lycées et l'INRA. »

Pierre Vellutini, responsable du SRAE, sollicité par le DRAF, explicite le contenu de cette demande :

« Conforter l'agrumiculture dans l'optique d'une chaîne de la recherche à la production... Retravailler avec l'INRA sur les productions ovines et porcines... Ce qui se faisait auparavant. »

Jean-Claude Ribaud, Président de l'Association Régionale pour l'Expérimentation sur les Fruits et Légumes de Corse (AREFLEC) formule également une demande sur la question des agrumes, dont la presse se fait l'écho ces jours-ci :

« Quelle peut être l'implication de la recherche dans les stratégies professionnelles en faveur des AOC et des IGP ? Sachant aussi que quatre-vingt pour cent des agrumiculteurs de Corse ont plus de 50 ans ! »

Enfin, le Sous-Préfet de Corte, au premier rang de l'assistance, élargit le champ des questions à des préoccupations relatives à l'économie monde : le poids croissant de la Chine sur le marché mondial, le rôle de la recherche scientifique dans la lutte contre la famine, les perceptions publiques négatives concernant la recherche, notamment sur les OGM.

11h00

L'intervention de Jean Baggioni :

Quelques extraits de ce qu'il faut bien appeler « le discours de Corte » par l'intensité de son contenu, voulue par l'orateur, et aussi par sa durée :

« Premier point ! La Corse a tout ! Mais c'est un puzzle qui n'est pas vraiment organisé ! Les acteurs – politiques, associatifs, institutionnels – passent leur temps à critiquer... et à se faire critiquer ! Certains font le rêve d'une construction... qui n'est pas possible ! Alors, photographions ce que nous sommes réellement. Dans cette optique, qu'en est-il de la recherche agronomique, de son futur et de son partenariat ? Les politiques et les professionnels dénoncent ! L'un ou l'autre, selon ce que l'on est ! Ainsi l'interpellation d'Antoine Leschi. Aujourd'hui, il est essentiel que nous ayons une réflexion lente et approfondie sur ces questions et sur nos propres responsabilités ! »

« La Corse est une Région décentralisée, depuis 1982, puis 1991 et 2002, comme nulle part ailleurs en France... Et on est en train de faire le plan d'aménagement de Mars ! Revenons sur terre ! »

« La Corse de 2003, ce sont des moyens, ce sont des atouts. Et des échecs ! Si on ne sait pas conjuguer les moyens et les atouts, c'est la faute de l'homme ! Chacun doit faire ce qu'il doit faire : les Chambres d'Agriculture, les services de l'Etat, la Collectivité Territoriale Corse, l'INRA, les associations... Si j'étais en position de construire le monde, je serais en position d'inviter ces acteurs... »

« Mais revenons à l'INRA. J'ai entendu Bertrand Hervieu, avec ses interventions de nature à la fois scientifique et universelle ! »

« Mais que peut-on faire ici et mieux ? D'abord pérenniser la présence de l'INRA. C'est le premier organisme de recherche par son implantation en Corse. Nous lui apportons nos aides au

fonctionnement, en investissements et avec des bourses... Nous sommes dans la phase d'actualisation du plan de développement de la Corse. Un de nos objectifs, c'est de soutenir la recherche et l'innovation, avec le soutien de l'Etat. Nous attendons de l'INRA (et des autres organismes, mais c'est l'INRA qui est le plus important) qu'il s'intègre au réseau des acteurs du développement. Pas pour réaliser le développement, mais pour faire valider les orientations que prendraient les acteurs institutionnels du développement. La Collectivité Territoriale a besoin du savoir-faire des hommes de science pour orienter, corriger. »

Le débit est lent, la voix est ferme, précise, maîtrisée. Jean Baggioni, que j'entends pour la première fois, est un homme politique qui trouve le ton et les mots qui attirent l'écoute. Pas un bruit dans la salle !

« Je voudrais interpeller les acteurs de l'agriculture... Je regrette... (se tournant vers le Préfet de région), dans la logique de décentralisation, le père c'est nous ! (l'exécutif corse). L'occasion est venue de mettre les pendules à l'heure, de démonter les mécanismes. Qui fait quoi en matière d'agrumiculture, en matière d'élevage ? Le monde agricole a-t-il besoin de la recherche agronomique ? Tout le monde ne répond pas de la même manière ! Tout le monde ne croit pas à la nécessité de la recherche ! »

« Alors qu'en est-il de la recherche agronomique en Corse ? Je voudrais que les professionnels valident ou pas ce qui se fait ! Je veux un constat, une photographie, une demande... Et sur cette base, nous les politiques, nous pourrions alors vous aider ! J'appelle, j'invite, à cette concertation là ! Il ne faut pas se contenter d'être éligible à une ligne, il faut être éligible à une concertation. Or, nous ne sommes pas encore arrivés à ce stade là ! Avons-nous une politique de l'élevage ? Ainsi par exemple, le simple problème de l'abattage ! Combien de premières pierres... sans poser la seconde ! La faute à qui ? Une recherche insuffisante ? Les acteurs inefficaces ? Nous les politiques, nous avons une part de responsabilité...Mais les acteurs ?... »

« J'appelle et je dis présent à toute demande de rencontre. J'ai entendu les arguments de Bertrand Hervieu pour une demande de partenariat avec les collectivités. J'ai entendu que les moyens de l'Etat seront minorés dans le futur, que vous l'INRA vous n'en obtiendrez pas les moyens nécessaires. Or, en Corse, nous voulons maintenir et amplifier la présence de l'INRA. Reportez-vous à l'appel à projets que nous avons lancé avec Monsieur le Préfet. Et dans le cadre du Programme Interreg III, la Collectivité Territoriale de Corse a inscrit 1 million d'euros pour la recherche ! »

« En matière de recherche agronomique, l'INRA en Corse est le plus petit Centre de France, mais c'est le plus gros centre de recherche scientifique de Corse ! »

« Si Madame la Présidente m'y invite, nous répondrons et nous participerons ! »

Bertrand Hervieu remercie d'abord Jean Baggioni « pour sa réponse en écho à la volonté de partenariat de l'INRA ». Mais, tout en reconnaissant « l'importance budgétaire de la participation des collectivités », il veut mettre l'accent sur un autre point qu'il a évoqué précédemment à propos du partenariat avec les collectivités :

« Nous y tenons : les collectivités sont le lieu de la concertation sur la validation de nos orientations. »

Puis il répond aux questions et réagit aux critiques exprimées par certains intervenants. Il a tout noté !

L'élevage.

« Le lien avec les éleveurs... J'entends les insatisfactions et les interrogations. Merci de comprendre que notre travail n'est pas d'abord le développement. La recherche est une activité qui ne se fait pas sans détour de la réalité ! Mais ici, ce que fait l'INRA pour la Corse se fait ailleurs, dans

d'autres Centres que celui de Corse. Par exemple, les recherches sur les nouveaux pathogènes et sur les prions à Tours, les grosses plates-formes d'analyse génomique... Tout ce travail se fait ailleurs, mais aussi pour vous. L'INRA en Corse n'est pas tout l'INRA pour la Corse. C'est le portail ouvert vers 21 Centres et 15 Départements de recherche.

Il faut approfondir le débat sur le système de Recherche Formation Développement. Les chercheurs impliqués dans la formation progressent mieux dans leur recherche. Même si la formation n'est pas notre métier, c'est aussi notre mission, donc nous sommes concernés. »

La Méditerranée

« J'insiste lourdement ! Ce Centre est un portail de l'INRA vers la Méditerranée. L'enjeu c'est l'avenir des agricultures méditerranéennes. Nous sommes attendus au-delà de ce que nous pouvons faire. Nous avons besoin de vous, Président, pour amplifier le débat. Il s'agit de l'avenir des produits méditerranéens en Europe et dans le monde ! J'ai milité pour l'ouverture de nos partenaires méditerranéens aux négociations internationales. Dans le débat sur la recherche et le développement, nous devons placer la définition des spécificités des produits méditerranéens. Ce sont des arguments dans les négociations, c'est un sujet de recherche, c'est un sujet stratégique pour l'agriculture. Vous nous trouvez un peu loin. En fait, je vous assure, nous sommes très près ! »

Les ressources génétiques des agrumes

« Cet aspect est à raisonner dans le cadre du Schéma de Centre : une réflexion confiée à la Présidente du Centre, afin de définir nos convergences et nos priorités à moyen terme, à négocier avec la Direction Générale, avec nos partenaires, avec la Collectivité Territoriale de Corse. »

Quelques points ponctuels...

Où il est question de la Chine, de la sécurité alimentaire mondiale, des OGM, et même du clonage (que personne parmi les interlocuteurs n'a mentionné comme question), pour conclure par des remerciements à tous.

11h40.

Dominique Dubois, Préfet de région, prend la parole :

« Tout d'abord, chacun ici a été sensible à la venue de Bertrand Hervieu, à la qualité de ses éclairages et aux réponses extrêmement claires qu'il a donné à vos questions. »

« La deuxième chose qui m'a frappé c'est la présence extrêmement forte de l'INRA sur le terrain, en partenariat avec les collectivités, notamment la Collectivité Territoriale de Corse, et l'apport d'éléments concrets aux agriculteurs, de la part de l'ensemble de l'INRA et avec les moyens qui sont présents en Corse. J'ai bien entendu les craintes des agriculteurs : le faible nombre d'installations, le financement des exploitations agricoles avec le poids de la dette, la complexité institutionnelle avec trois Chambres d'Agriculture et l'ODARC... dans un périmètre simple. »

« Troisième point, à travers les interventions, j'ai noté les orientations prises concernant la typicité pour défendre les produits, dans le droit fil des orientations françaises et européennes. Pour se défendre, face à des marchés mondiaux, il faut des produits identifiés ! »

« Enfin, il faut réaffirmer que l'Etat et les collectivités sont prêts à maintenir et à développer les actions de l'INRA pour la Corse. »

« Merci pour ce débat qui nous a beaucoup enrichi ! »

11h48

Dominique Agostini reprend son monde en main :

« *Je prends l'engagement de poursuivre ce débat !* »

Avant d'inviter tous les participants à partager l'apéritif servi dans le hall du LRDE, puis le déjeuner !

Echanges avec le personnel de l'INRA à San Giuliano

Après le déjeuner chaleureux, auquel se sont joints les agents du LRDE, autour du buffet abondamment fourni des produits dont il a été question dans le débat (charcuterie et fromages), descente depuis Corte vers San Giuliano, par la vallée du Tavignano. Ciel d'un bleu profond dont les nuages ont été évacués par le mistral. Après un petit tour pour visiter les nouveaux locaux du Centre au milieu d'un territoire de vergers et de prairies, nous nous retrouvons dans la grande salle de conférence. Une trentaine de personnes : « *Personne derrière le 4^{ème} rang* » exige Dominique Agostini !

L'architecture est de type hangar industriel, avec un plafond courbe en métal gris blanc à alvéoles. Les armatures sont également métalliques, de couleur bleu outremer vif, comme les sièges. La salle peut accueillir 150 personnes. Une grande tribune surélevée gris noir, avec des fauteuils de même allure que les sièges de la salle, en avant d'un grand écran blanc. La sono comme les éclairages sont alimentés par des câbles qui courent sur les supports métalliques de l'architecture. Ici, on ne cache rien de la technologie ! Mais je me demande quelle est la température sous ce toit métallique durant les chaudes journées.

Bertrand Hervieu intervient en ouverture sur deux points :

« *La singularité du Centre INRA en Corse dans le cadre de l'émergence de l'espace Euro-Méditerranéen.* »

Il rapporte à nouveau le contenu de la Conférence du Caire qui a vu « *une confrontation culturelle entre une position française assez solitaire et le discours de jeunes chercheurs formés aux Etats-Unis, sur la standardisation et la sécurité sanitaire.* »

« *La réflexion lourde INRA 2020...* »

Avec trois grandes questions pour l'INRA :

- (1) *Qu'est-ce que nous devons faire tel que si nous ne le faisons pas ne sera pas fait ?*
- (2) *Comment assurer le renouvellement du personnel de l'INRA de telle sorte que le futur ne soit pas seulement le prolongement du passé ?*
- (3) *Comment être force de proposition au lieu de subir ?* »

Les questions et les réponses

Certes Bertrand Hervieu a mis, comme à l'accoutumé, beaucoup d'enthousiasme dans ses propos. Mais, il ne faut pas le cacher ici, les réactions témoignent d'un sentiment de décrochage entre ces ambitions affirmées et les évolutions lourdes observées par les chercheurs et qui les touchent directement dans leur travail.

Jean Prost a fait partie des pionniers à l'origine du LRDE, puisqu'il a été d'abord recruté au cours des années 70 dans le cadre d'un des programmes financés par la DGRST. Très tôt, il a su nous sensibiliser à la nécessité de s'intéresser non seulement aux ressources génétiques des isolats méditerranéens, mais aussi aux spécificités méconnues des fromages et aux pratiques d'élevage et de fabrication des éleveurs-fromagers, notamment dans le Cortenais :

« Les enjeux méditerranéens... La Corse base avancée de la stratégie de l'INRA en Méditerranée... D'accord ! C'est même une vieille revendication du Centre... Mais où sont les moyens d'une telle politique ? Il ne reste qu'un seul scientifique sur le Centre. Nous les avons tous perdus en 10 ans ! Et comment être un Centre phare sans thésards ? »

François Casabianca, ex directeur du LRDE, malgré la charge de ses fonctions passées de Président du Centre et de l'appui qu'il apporte maintenant à Dominique Agostini, est devenu un spécialiste reconnu des salaisons méditerranéennes et des appellations d'origine au niveau national. Il appuie la remarque de Jean Prost :

« Il y a un écart important entre le discours et la réalité concernant la vocation méditerranéenne du Centre INRA en Corse. Le critère, c'est le statut des Unités de recherche et la présence ou non de scientifiques dans ces Unités. »

Olivier Pailly, San Giuliano, témoigne aussi d'un désarroi à propos des conséquences pour l'INRA en Corse de l'évolution des recherches au sein du Département Santé des Plantes :

« Une autre observation que nous faisons, c'est la perte de compétences en épidémiologie des maladies des plantes, par rapport à la génomique et post-génomique. Et l'action des Départements qui converge vers de grands Centres de recherche. Face à la « mégapolitisation » de la politique scientifique, quel est l'avenir des « petits centres » dans les territoires ? »

Autre question de l'assistance relative à l'évolution des métiers de la recherche :

« Il y a dix ans, on nous a dit : allez-y sur Arabidopsis ! En fait, dix ans après, le retour sur les applications se fait ailleurs et par d'autres ! Alors quelle est notre place en Europe ? »

Bertrand Hervieu :

« Nous allons maintenant plus loin dans le fondamental pour aller plus loin dans l'agriculture. »

« Les investissements de l'INRA se font sur la génomique, sur la production de connaissances mais aussi sur la finalisation. L'enjeu est celui de l'autonomie de l'accès aux ressources génétiques. Or la puissance semencière française, à base de PME, est fragile au niveau international. »

Roland Cottin, CIRAD, ex-directeur de la Station de Recherches Agronomiques de Corse et ex-Président de Centre, s'interroge sur les évolutions institutionnelles en cours :

« J'observe que l'INRA sort de l'hexagone et parle valorisation. Pendant ce temps, le CIRAD se recentre sur Montpellier. D'où de moins en moins de différences entre le CIRAD et l'INRA. Et à l'étranger, les différences entre le CIRAD et l'INRA ne sont pas vues. Les deux organismes marchent de plus en plus sur les mêmes plates-bandes. Ne faut-il pas en tirer les conséquences ? »

Bertrand Hervieu :

« Je suis d'accord sur tout ! Un exemple de ces problèmes, à propos du Liban et du Maroc, pour nous limiter au monde méditerranéen. Ces deux pays nous ont adressé une demande d'évaluation de leur politique de recherche agronomique. Notre position a été de refuser, en argumentant que leur matrice était l'INRA. A la suite de quoi, le CIRAD se manifeste et ramasse le marché ! »

« Que se passerait-il si nous avions une stratégie scientifique et une politique internationale communes ? On peut quand même imaginer ça ! »

« De même, pour la politique d'évaluation des chercheurs et des Unités de recherche ! Et idem pour le comité d'éthique ! »

« Oui, nous nous engageons dans des politiques de convergences entre l'INRA et le CIRAD. De même avec les 19 écoles du ministère de l'agriculture. Sinon, nous aurons toujours 19 politiques scientifiques, 19 politiques internationales, 19 politiques d'évaluation ! »

Bertrand Hervieu :

« Pour conclure, nous avons besoin de la réflexion « INRA 2020 » pour éclairer le contrat d'objectifs 2005-2008 ! »

16h55

Il est déjà l'heure de reprendre la route de la côte orientale, par Guisonaccia, pour rejoindre l'aéroport de Bastia Poretta, et les avions pour Paris ou Marseille et Toulouse !

Interrogations pour le futur

S'il fallait retenir une chose de cette journée de débats INRA 2020, c'est l'expression de l'ambition méditerranéenne de l'INRA en Corse. Une ambition partagée par le Président et les chercheurs de l'INRA, mais qui n'apparaît pas dans les arbitrages. D'où deux questions à décliner : celle de son contenu... et celle de ses moyens...

Le contenu tout d'abord ! L'histoire récente de l'INRA en Corse valide semble-t-il l'intérêt à accorder une attention prioritaire à des produits spécifiques méditerranéens, avec deux domaines, les agrumes (et autres fruits méditerranéens) et les animaux (ovins, caprins, bovins, porcins). Et pour ces deux domaines, l'entrée par les ressources génétiques reste pertinente à condition d'être ouverte au reste du monde de manière à pouvoir instruire la question de la diversité et d'effectuer des analyses comparatives. Ensuite, pour les agrumes plus spécifiquement, la maîtrise de la conduite des vergers est évidemment une préoccupation incontournable, avec ses dimensions pathologiques et agronomiques. Quant aux animaux, l'approche des systèmes d'élevage sous l'angle des produits est maintenant évidente : c'est un atout de la démarche française, martèle Bertrand Hervieu, que de savoir intégrer les connaissances depuis les conditions de production jusqu'à la qualité des produits.

Alors, comment traduire ces préoccupations en programmes de recherche ? Quel « plus » apporte le site Corse aux avancées scientifiques, autrement que d'être exemplaire quant à la typicité des matériels biologiques, des produits, des terrains et des hommes ? Les arbitrages effectués par les Départements « depuis dix ans » semblent être clairs dans leur cruauté : ce n'est pas en Corse que l'on approche par la recherche les enjeux méditerranéens ! Encore peut-on se poser la question suivante : est-ce que vraiment l'INRA a une politique de recherche méditerranéenne se traduisant par l'explicitation des enjeux politico-économiques, par la formulation des objectifs scientifiques, et par les arbitrages des moyens humains ? La réponse est probablement non ! Comme l'indique bien l'un des collègues de San Giuliano, les Départements misent désormais sur les « grands Centres » où l'on peut investir en génomique et post-génomique, au détriment par exemple de recherches épidémiologiques sur la pathologie des plantes qui, par nature, doivent être réalisées sur le terrain des productions. Des remarques quasi identiques ont été exprimées lors des débats d'Antibes. Pourtant, les investissements immobiliers réalisés au cours de ces dernières années, avec l'appui de la Collectivité Territoriale de Corse, constituent l'indice qu'il n'y a pas désintérêt pour ces enjeux et que l'INRA y est réceptif... A moins que ce ne soit qu'un jeu d'opportunité, il

manque de toute manière que soit explicitée une stratégie d'ensemble de l'INRA pour la Corse qui fédérerait aussi les recherches autres que celles réalisées en Corse, mais qui concernent la Corse², et qui pourrait exprimer et orchestrer de façon crédible « une ambition euro-méditerranéenne de l'INRA ».

Par ailleurs, on ne discerne pas bien non plus comment se nouent en Corse même des stratégies de partenariat entre les ressources en matière de recherche et de formation supérieure. On peut formuler l'hypothèse que la nomination d'un « Monsieur Corse » à la DG de l'INRA que je viens d'émettre serait insuffisante si cela n'accompagnait pas une dynamique de concertation et de fédération entre l'INRA (San Giuliano et Corte), le CIRAD, l'Université de Corte, le CIRVAL et aussi probablement des personnes d'autres organismes de recherche, sans oublier des composantes des Lycées agricoles... Cette dynamique d'alliance pourrait se construire justement en prenant appui sur cette ouverture internationale euro-méditerranéenne. Dommage que l'on ait pas entendu à ce sujet le point de vue du représentant de l'Université de Corte, Félix Tomi, Vice-Président du Conseil Scientifique de l'Université de Corte, venu en voisin intéressé assister à la rencontre de Corte : l'Université de Corse pourrait-elle s'affirmer comme force de propositions et d'initiatives aux côtés de l'INRA pour progresser de façon conjointe, tel que j'ai entendu ses homologues l'exprimer dans d'autres régions ?

Au cours de cette journée, les quelques collègues qui sont confrontés à ces questions en Corse m'ont expliqué qu'ils ont bien conscience de ces enjeux et de ces nécessités. Mais ils plaident qu'ils sont insuffisamment nombreux pour conduire à la fois les missions qui sont les leurs au sein de leurs Départements respectifs, faire face aux sollicitations de la part des collectivités territoriales (lesquelles sont fortes puisque l'INRA est le plus gros Centre de recherche de Corse, selon la remarque de Jean Baggioni), être militant et moteur dans la fédération des ressources humaines présentes sur l'île, engager aussi une réflexion globale sur cette stratégie euro-méditerranéenne... La mobilisation en temps est en effet énorme ! Et ils sont au bord du découragement lorsque les arbitrages des Départements leur sont défavorables pour créer un ou deux postes (seulement un ou deux) de scientifiques. Et puis l'absence de masse critique et les difficultés diverses de la vie en Corse, qui sont autant d'obstacles à la mise en route d'une logique de « coopération sur site » prônée par exemple lors du débat de Tours, font que les scientifiques affectés ici font un tour et puis, fort logiquement, s'en vont ! Et les collègues permanents en Corse n'ont pas l'impression que ces trajectoires individuelles, dont la logique est compréhensible, soient bien intégrées dans la stratégie collective de l'Institut.

Par ailleurs la situation en Corse ne semble pas favorable à un partenariat actif des secteurs socioprofessionnels avec la recherche. L'un des interlocuteurs du débat de Corte souligne ce déficit. Et le Président de la Collectivité Territoriale de Corse fait un appel avec des accents pathétiques à la concertation entre les différents acteurs ! Pourtant, ces critiques peuvent être entendues positivement : exprimées dans un débat organisé par l'INRA, elles sont l'indice que l'INRA est un bon lieu pour débattre et analyser les priorités et les logiques des divers partenaires régionaux. Et c'est à l'évidence avec le concours de la Collectivité Territoriale de Corse que l'ambition euro-méditerranéenne sera réussie avec les autres partenaires scientifiques et universitaires. Le message de Bertrand Hervieu concernant le partenariat avec les collectivités est ici bien entendu et particulièrement pertinent !

² Par exemple Bordeaux et les recherches sur la pathologie des agrumes, Toulouse avec l'amélioration génétique des ovins et des caprins méditerranéens.

Lors de la création du LRDE à Corte, Jacques Poly avait considéré que pour répondre aux besoins spécifiques de la Corse en matière de recherches sur l'élevage, il suffisait d'un bon ingénieur assisté de 2 ou 3 techniciens au maximum ! Dans le cadre du département SAD créé quelques mois après, l'ambition avait été haussée d'un cran afin de faire du LRDE une Unité de Recherches de plein exercice. Mais vingt ans après, force est de constater que l'ambiguïté n'a pas été totalement levée puisque l'investissement en postes de scientifiques demeure un problème. Alors, si la Direction Générale veut que l'INRA soit ici une pièce majeure de la stratégie de coopération euro-méditerranéenne, il faut qu'elle donne des signaux clairs en direction des couleurs vives de la Corse.